

## DÉMOCRATIE DIRECTE OU PRÉSENTATIVE...

La question de la démocratie directe, de la démocratie représentative et celle de la délégation sont l'objet de bien des débats dans le mouvement libertaire et de bien des malentendus. Proudhon avait été élu à l'Assemblée *constituante* en 1848, pour constater que la démocratie portait au pouvoir les classes privilégiées. L'expérience ne fut pas concluante. C'est la raison pour laquelle il abandonna toute perspective électorale. Désormais, ce ne sont plus des citoyens qui devront désigner des représentants; la souveraineté ne s'exercera plus dans des parlements mais dans des institutions productives où ce sont les travailleurs associés qui s'organiseront. On entre dans une logique tout à fait différente. Il faut avoir cela à l'esprit pour comprendre l'opposition de Proudhon aux «*candidatures ouvrières*» dans la *Capacité politique des classes ouvrières*. Il s'y oppose parce que les travailleurs doivent s'organiser autrement, et ailleurs: ils doivent s'organiser sur la base de leur rôle dans le processus de production (associations de producteurs) dans leurs propres organisations de classe. Ce qui anticipe l'anarcho-syndicalisme.

Contrairement aux idées reçues, les premiers théoriciens de l'anarchisme - et Bakounine - n'étaient pas des partisans de la démocratie directe, de la consultation permanente, de l'assembléisme et du mandat impératif.

Le mandat impératif est utile, voire nécessaire, en cas de conflit, de lutte, lorsqu'il y a une agitation intense. Il permet aux mandatés de consulter en temps (presque) réel leurs mandants. Mais imaginer une assemblée de 500 mandatés qui ont chacun un mandat impératif, ça n'a pas de sens. Proudhon avait bien dit que pendant que tout le monde se réunit, on ne fait plus rien d'autre.

La gestion des entreprises par les travailleurs n'est pas la préoccupation principale de Proudhon: la classe ouvrière devra s'organiser en «*compagnies industrielles*» gérant des secteurs entiers de production, afin de créer ce qu'il appelle la «*démocratie industrielle*» en dehors de l'État.

On retrouve le même raisonnement chez Bakounine. Il n'y a pas chez lui de répugnance métaphysique à la délégation de pouvoir, comme on peut en trouver parfois chez certains anarchistes, qui pensent que c'est là une intolérable atteinte à leur être intimité. Dans l'A.I.T., on votait, tout simplement. Bakounine n'est pas opposé au suffrage universel par principe.

Il est vrai que la lecture du révolutionnaire russe révèle une opposition radicale à la démocratie représentative, qui est une forme parfaitement adaptée à la domination du capitalisme. Mais il s'agit là d'un système qui consacre l'inégalité économique et la propriété privée des moyens de production. Le système représentatif légitime l'exploitation de la grande masse du peuple par une minorité de possédants et par les professionnels de la parole qui sont leur expression politique.

Un régime politique fondé sur un système représentatif mais qui maintient la propriété privée des moyens de production, est une imposture. La liberté du travailleur, dans un tel système, est une liberté théorique, fictive, dit Bakounine. Pourtant, «est-ce à dire que nous, socialistes révolutionnaires (1), nous ne voulions pas du suffrage universel, et que nous lui préférions soit le suffrage restreint, soit le despotisme d'un seul? Point du tout. Ce que nous affirmons, c'est que le suffrage universel, considéré à lui tout seul et agissant dans une société fondée sur l'inégalité économique et sociale, ne sera jamais pour le peuple qu'un leurre; que, de la part des démocrates bourgeois, il ne sera jamais rien qu'un odieux mensonge, l'instrument le plus sûr pour consolider, avec une apparence de libéralisme et de justice, au détriment des intérêts et de la liberté populaires, l'éternelle domination des classes exploitantes et possédantes» (2).

(1) Bakounine utilise rarement le mot «*anarchiste*», et la plupart du temps avec réserves. Il se désigne comme «*socialiste révolutionnaire*» ou «*collectiviste*». Voir «*L'usage du mot "anarchie" chez Bakounine*», <http://monde-nouveau.net/spip.php?article185>

(2) Bakounine, Manuscrit de 144 pages rédigé à Marseille, 1870, Stock, IV, p.195.

La critique anarchiste de la démocratie représentative n'est pas une critique de principe de la démocratie, entendue comme participation des intéressés aux choix concernant leur existence, mais une critique du contexte capitaliste dans lequel elle est appliquée.

La démocratie représentative n'étant pour la bourgeoisie qu'un masque, elle s'en dessaisit aisément au profit du *césarisme* (l'équivalent bakouninien du *bonapartisme* de Marx), c'est-à-dire la dictature militaire; lorsque cela est nécessaire, tout empiètement démocratiquement décidé contre la propriété provoquera inévitablement une réaction violente de la part des classes dominantes spoliées.

Faut-il participer au jeu électoral? demandent Besancenot & Löwy. De leur point de vue, oui, puisque leur modèle de société repose de toute façon sur un système fondé sur une forme de démocratie parlementaire, c'est-à-dire fondée sur le «*citoyen*». Le fait que les différents courants marxistes révolutionnaires continuent de présenter des candidats aux élections montre qu'ils cautionnent ce modèle de désignation des mandats, et il n'y a aucune raison de penser que leur modèle de société soit autre chose qu'un modèle fondé sur ce système. Il n'y a pas de sens pour un parti politique d'utiliser les moyens de la démocratie parlementaire pour dire ensuite que ce n'est pas ce modèle-là qu'il veut: les électeurs ne s'y retrouvent pas.

Contrairement à ce que pensent Besancenot & Löwy, les anarchistes n'ont pas une position abstentionniste fanatique: Bakounine a conseillé de manière circonstancielle à ses amis italiens de présenter des candidats. La C.N.T. espagnole a appelé en sous-main à voter en 1936 parce que l'élection d'un *Front populaire* a permis de faire libérer 30.000 anarchistes de prison.

Mais au-delà de ces cas circonstanciels, la pratique électrale n'est pas une «*divergence tactique*» entre anarchistes et N.P.A. C'est une divergence fondamentale. Pour les anarchistes, le débat n'est pas de choisir entre démocratie directe et représentative. Encore faut-il s'entendre sur le terme *démocratie directe*, qui est confondu souvent avec la pratique du mandat impératif.

Dans les années 70, les trotskistes-lambertistes de la C.G.T. du Livre exigeaient la convocation d'une «*assemblée générale de tous les travailleurs du Livre*». C'était complètement idiot. Une A.G. de 25.000 personnes place de la République n'a pas de sens. C'est de la démagogie. On sait bien que si 50 ou 100 millions de personnes doivent débattre et décider d'une question, on ne pourra pas le faire avec la «*démocratie directe*» comme dans la Grèce antique. Il faudra des représentants. La question sera de savoir comment ces représentants seront désignés, comment ils seront contrôlés, comment ils pourront être révoqués, quelle sera la durée de leur mandat, et à quel rythme sera appliquée la rotation des mandats.

**René BERTHIER,**  
*Groupe Gaston Leval.*

---